



**SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°71-2022-210

PUBLIÉ LE 13 DÉCEMBRE 2022

# Sommaire

## **Préfecture de Saône-et-Loire / Bureau de la sécurité civile et de la défense**

71-2022-12-13-00005 - Arrêté d'interdiction de détention et d'utilisation de fumigènes et feux d'artifices sur les communes de Mâcon et Chalon-sur-Saône le 14 décembre 2022 (4 pages)

Page 3

Préfecture de Saône-et-Loire

71-2022-12-13-00005



**Arrêté N°BSCD/2022/237  
portant interdiction de détention et d'usage  
de fumigènes et feux d'artifices sur les communes  
de Mâcon et Chalon-sur-Saône le 14 décembre 2022**

**Le préfet de Saône-et-Loire  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite  
Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Vu** le Code de la sécurité intérieure ;

**Vu** le Code pénal ;

**Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles R. 557-6-1 et suivants ;

**Vu** le Code de la défense, notamment ses articles L. 2352-1 et suivants, R. 2352-1, R. 2352-89 et suivants et R. 2352-97 et suivants ;

**Vu** le Code des douanes, notamment son article 38 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2542-2 et suivants ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n°2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs

**Vu** le décret n°2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre,

**Vu** le décret n° 2015-799 du 1<sup>er</sup> juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;

**Vu** l'ordonnance du Conseil d'État n°395590 du 29 décembre 2015 ;

**Vu** le Plan gouvernemental de vigilance, de prévention et de protection face aux menaces d'action terroristes Vigipirate n°10200/SGDSN/PSN/PSE du 1<sup>er</sup> décembre 2016 ;

**Vu** l'arrêté du 31 mai 2010 modifié, pris en application des articles 3,4 et 6 du décret n°2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissements et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

**Vu** l'arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2015 relatif à la mise sur le marché des produits explosifs ;

**Vu** le décret du Président de la République du 5 octobre 2022, portant nomination de M. Yves SÉGUY, Préfet de Saône-et Loire ;

**CONSIDÉRANT** que le 14 décembre 2022, à compter de 20 heures, se déroulera la demi-finale de la Coupe du Monde de football 2022, opposant les équipes nationales de la France et Maroc ;

**CONSIDÉRANT** qu'à l'occasion de la qualification de l'équipe nationale du Maroc en demi-finale, samedi 10 décembre, les festivités ayant accompagnées cette victoire ont été ponctuées de dégradations, incendies et heurts entre des individus et les forces de sécurité intérieure ;

**CONSIDÉRANT** que les troubles à l'ordre public constatés à cette occasion ont mobilisé les forces de sécurité intérieure et de secours en majorité sur les communes de Chalon-sur-Saône et de Mâcon ;

**CONSIDÉRANT** que des troubles à l'ordre public similaires sont susceptibles de survenir quelque soit l'issue du match ;

**CONSIDÉRANT** que le tir sans autorisation et la détention de feux d'artifice, de fumigènes et de pétards sur la voie publique est susceptible de provoquer des blessures et d'engendrer des dégâts sur les biens et les personnes ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire, pour prévenir de tels actes qui portent gravement atteinte à la sécurité des personnes et des biens à l'occasion des manifestations non déclarées, de prendre toutes mesures de police de nature à garantir la sécurité, la sûreté et la tranquillité publiques ;

**CONSIDÉRANT** que l'utilisation des artifices de divertissement impose des précautions particulières, au regard des dangers, accidents, et atteintes graves aux personnes et aux biens, aux troubles à la tranquillité et à l'ordre public, qui peuvent résulter de leur utilisation inappropriée, particulièrement sur la voie publique et dans les lieux de rassemblement, et singulièrement lorsqu'ils sont détournés pour un usage à tir tendu vers les personnes ou les biens ;

Sur la proposition de Madame la sous-préfète, directrice de Cabinet,

## **A R R E T E**

### **Article 1**

Sont interdits sur les communes de Mâcon et Chalon-sur-Saône :

**du mercredi 14 décembre 2022 à 18h00 au jeudi 15 décembre 2022 à 06h00**

- la détention et l'usage de fumigènes ;
- la détention et l'usage de pétards ou feux d'artifice sur la voie publique, à l'exception des personnes majeures titulaires de l'agrément préfectoral ou du certificat de qualification F4 T2 niveaux 1 ou 2 ;
- la distribution, la vente et l'achat de carburant à emporter en bidon ou autre récipient transportable ;

- le transport d'acide et de tous produits inflammables ou chimiques.

## **Article 2**

Tout contrevenant à cette interdiction est passible des sanctions pénales prévues aux articles 431-9 et R. 610-5 du code pénal.

## **Article 3**

Madame la directrice de cabinet, Monsieur le secrétaire général, Monsieur le colonel commandant du groupement de gendarmerie départemental, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Messieurs les sous-préfets, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mâcon, le 13 décembre 2022

Le préfet,



Pour le préfet,  
**la sous-préfète**, directrice de cabinet

Louise THIN-ROUZAUD

**Délais et voies de recours :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le décret n°2018-251 du 6 avril 2018 ouvre aux particuliers et aux personnes morales de droit privé (entreprises, associations syndicats etc...) non représentés par un avocat, la faculté d'utiliser un téléservice dénommé Télérecours citoyens pour échanger avec les juridictions administratives de manière dématérialisée et en toute sécurité. Les recours et mémoires des particuliers et des personnes morales de droit privé pourront être déposés via Télérecours citoyens, accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

